

CIBLE

Eux

Eux, les chefs socialistes, qui excellent dans le discours moralisateur, viennent d'accomplir devant la nation leur suicide moral.

L'un, Georges Frêche, président de la région Languedoc-Roussillon, a traité les harkis de « sous-hommes » le 11 février dernier lors d'une cérémonie. Il a fait des excuses publiques deux jours plus tard, mais elles ne sont pas à la mesure de l'insulte, par ce qu'elle évoque.

L'autre, Jack Lang, présent sur les lieux de l'agression, a déclaré n'avoir rien entendu. menteur et lâche.

Cela méritait exclusion immédiate du coupable, que peu de dirigeants socialistes réclament, et sanction à l'égard de son complice.

Mais François Hollande n'a soufflé mot. Frêche est trop grand féodal pour qu'on s'en prenne à lui. Et Ségolène Royal, pour le même motif, n'a rien dit.

L'homme qui insulte les harkis avec les mots des nazis ne démissionnera pas. Et la direction socialiste, qui a discrètement communiqué une condamnation formelle, voudrait maintenant faire oublier ce « détail » dans sa misérable histoire.

Solidaire depuis toujours des harkis, ne laissons pas faire Frêche, ses clients et ses complices.

**Réactionnaires
et libéraux**

Le grand conflit

Roland Castro

**Lettre à un
insurgé**

p. 6-7

Bernadette

**Enquête sur
Madame**

p. 10

Albert II contre le séparatisme

Le roi des Belges, Albert II, a prononcé un discours dans lequel il lance des pistes pour éviter l'embrasement des banlieues des villes belges et les tensions entre les régions.

Le 31 janvier 2006, à l'occasion des vœux aux hautes autorités de l'État, le souverain a évoqué les tensions entre les populations et les régions.

Afin d'éviter une crise des banlieues belges, le roi propose de redonner aux jeunes, notamment issus des populations étrangères, des perspectives d'avenir. Cela passe par davantage de formation et d'emploi, une politique de logement et par l'enseignement du respect des valeurs de base. En ce qui concerne la sécurité des citoyens, la prévention sera accrue.

En matière de tensions entre les régions, le constat d'une existence d'un écart de richesse est établi, ainsi que la pratique de politiques différentes (le fédéralisme a été instauré en Belgique depuis 25 ans). Ces situations entraînent les transferts entre régions. Albert II veut ainsi éviter le repli sur soi, les sous-

nationalismes et le séparatisme explicite (prôné par certains partis extrémistes comme le Vlaams Belang) ou feutré (allusion au *manifeste pour une Flandre indépendante en Europe* écrit par le Club In De Warande dont font partie de grands patrons flamands). Le roi propose de vaincre les conservatismes, les résistances aux changements, éliminer les abus, ne pas tirer de conclusions sur l'observation de différences économiques mais affronter les défis avec courage et valoriser au maximum les atouts. Il faut donc accélérer l'enseignement, la recherche et l'innovation, privilégier l'emploi plutôt que les rémunérations, apporter des solutions aux conséquences du vieillissement de la population, combattre les dérives comme les fraudes fiscales ou sociales et les abus de biens sociaux.

Le souverain a salué les efforts importants comme le développement de la recherche en Flandre, le lancement

par la Région wallonne d'un Plan Marshall pour une relance économique, le développement international de Bruxelles et, sur le plan fédéral, le pacte des générations (allongement de la durée du temps de travail).

Le but de ce discours était d'apaiser en cette année d'élections municipales les tensions séparatistes qui secouent la Belgique depuis plusieurs décennies. Les différentes affaires qui ont ébranlé le pays depuis l'an dernier attisent ce regain de volonté de séparatisme. Quelques exemples : en automne, dans plusieurs communes wallonnes, certains élus socialistes francophones ont été mêlés à des affaires de corruption dans des chantiers de rénovation de logements sociaux. Cette affaire a conduit à la démission du ministre-président de la région wallonne. La région wallonne doit également trouver un accord pour financer la perte subie par l'organisation du

Grand Prix de Formule Un sur le circuit de Spa-Francorchamps. On parle d'une somme supérieure à 30 millions d'euros sur plusieurs années. Sur le plan fédéral, on n'a toujours pas trouvé d'accord final ni sur l'utilisation nocturne des pistes de l'aéroport de Bruxelles qui se trouve à proximité immédiate de la frontière linguistique ni sur la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles Hal Vilvoorde. Au nord du pays, dans la course pour emporter la direction politique régionale contre les libéraux et en vue des élections communales de cet automne, les chrétiens démocrates courtisent les extrémistes et les nationalistes flamands (majoritaires à Anvers), au risque de couper le *cordon sanitaire* instauré par les politiciens démocrates pour éviter une couverture médiatique aux extrémistes du Vlaams Belang.

Si le discours royal n'a soulevé aucune opposition chez les hommes politiques francophones, il a causé un grand émoi chez les néerlandophones. Les chrétiens démocrates flamands du CD&V ont réclamé davantage de compétences aux entités fédérées, les nationalistes de la Nieuwe-Vlaamse Alliantie déplorent la tactique de la Cour de tuer dans l'œuf toute recherche d'accroissement de l'autonomie des régions. Quant aux extrémistes du Vlaams Belang, ils ont entendu le discours le plus anti-flamand jamais prononcé.

Marc LARBRET

royaliste 
REVUE POLITIQUE ET SOCIALE

SOMMAIRE : p.2 : Albert II contre le séparatisme - p.3 : Censures sociales - En panne de métaphores - p.4 : Le contre-exemple chilien - Etape à Strasbourg - p.5 : Quel asiatisme ? - p.6/7 : Lettre à l'insurgé - p.8 : Avec François Perroux - Hommage à Pierre Laroque - p.9 : Au-delà de la Réaction - p.10 : Règne de la République - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Dangers publics.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Censures sociales

Depuis plusieurs années, le consensus médiatique sur la situation sociale en Allemagne est presque complet : il ne se passe rien chez notre voisin, puisque le consensus social allemand est chez nous un dogme irrécusable.

Quelques courageux ont déploré les pressions exercées par le ministre de l'Intérieur sur un éditeur (un des multiples épisodes de l'affaire Cécilia) et nul n'ignore que beaucoup de journalistes pratiquent l'autocensure afin de conserver leur emploi.

Ces atteintes aux libertés publiques sont aggravées par une censure de l'information sociale qui ne procède pas d'une consigne ou d'un amical conseil donnés par un important personnage ou une puissante organisation : c'est dans la plupart des cas un acte spontané, commis par des journalistes qui ont parfaitement intégré des schémas portant sur un certain nombre de phénomènes sociaux.

Par exemple, les accidents du travail ne sont pas jugés dignes d'être évoqués, analysés voire dénoncés alors que d'autres violences sont portées à longeur d'années sur le devant de la scène.

Cette censure touche également certains pays de l'Union européenne, qui sont présentés comme des exemples dans le discours idéologique dominant. C'est le cas de la Grande-Bretagne, frappée par un interminable désastre social remarquablement dénoncé par le cinéma et la littérature britanniques, mais dont nous sommes très faiblement informés par les médias français.

Le cas de l'Allemagne est encore plus frappant. Depuis une dizaine d'années, les grands mouvements sociaux

qui s'y déroulent sont évoqués en France avec une rare économie de mots et d'images et certaines manifestations syndicales, qui rassemblaient des centaines de milliers de militants, ont été purement et simplement passées sous silence.

Cette censure s'est exercée à plein au mois de février. L'Allemagne va mal : faible croissance, licenciements (20 000 annoncés par Volkswagen), chômage massif (5 millions de personnes privées d'emploi), baisse de la consommation des ménages... D'où la colère des salariés qui se traduit par un important mouvement de grève dans les services publics - hôpitaux, écoles maternelles, voirie - en raison d'un allongement du temps de travail sans augmentation des salaires. À l'appel du syndicat VerDi, ces grèves commencées le 6 février en Bade-Wurtemberg se sont rapidement étendues.

À la mi-février, un Français ne pouvait avoir connaissance de ces faits que s'il avait lu *L'Humanité* du 14 de ce mois : aucun autre article n'a été consacré dans la presse française aux luttes sociales en Allemagne et, à ma connaissance, les télévisions sont restées d'une totale discrétion.

Pourquoi ? Tout simplement parce que le récit médiatique sur l'Allemagne est celui du consensus social. Il est évident que ce consensus (relatif) a volé en éclats. Cela fâche. Alors on n'en parle pas.

Sylvie FERNOY

En panne de métaphores

Dissserter sur l'errance d'une pauvre coque qui portait naguère un grand nom de l'histoire de France ? Non ! L'affaire du Clemenceau est un exemple parmi d'autres des coûteuses économies de la gouvernance libérale.

Apporté par un pigeon voyageur repeint en noir, le message du rédac-chef m'était arrivé par une nuit sans lune : « *Tu es militaire, le Clem' c'est ton affaire. Il doit bien y avoir une dimension symbolique dans cette embrouille. Cherche, et tu trouveras !* ».

Sapristi, me dis-je, ils y vont fort en haut lieu...

Primo, je n'appartiens pas aux services de renseignement de la marine.

Deuzio, le terrain balkanique qui m'est familier est peu propice aux évolutions des porte-avions, qu'ils soient syldaves, bordures ou français !

Bon bougre, je me suis tout de même mis au travail, cherchant la métaphore qui pourrait illustrer à point nommé mes métaphrases.

Évoquer une dérive nautique qui ressemblerait à nos dérives politiques ? Médiocre, voire nul.

Poétiser sur l'errance d'un bateau ivre, entre les côtes de France et l'Inde mystérieuse ? Facilité prétentieuse, niaiserie ridicule qui viendrait fâcheusement ajouter aux poncifs qui vont encombrer les médias grands et petits à l'occasion de la livraison sur le marché français du dernier produit de Bernard-Henri Lévy.

D'où ma décision de consigner sèchement quelques remarques sur le cas déplorable de la coque matricule Q-790 -

donc dépourvue du glorieux nom qu'on lui donne encore.

a) Il n'y a pas motif à rire avec les loups. Je veux dire par là qu'il n'est pas bon de ricaner avec Greenpeace qui a mené contre le Q-790 une campagne acharnée dont les motifs n'étaient pas tous écologiques mais clairement anti-français. Greenpeace a toujours aimé les comptes et pratiqué les règlements de comptes.

b) Notre ministre de la Défense, une des rares personnes estimables de ce gouvernement, ne peut pas se contenter de déclarer qu'elle a perdu la bataille médiatique contre Greenpeace. La responsabilité de plusieurs ministres est engagée dans cette affaire.

c) Si le Q-790 a été envoyé en Inde, c'est parce que la gouvernance a voulu faire l'économie de son désamiantage. D'où des opérations peu reluisantes dont Michel Parigot, vice-président de l'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva) donne le détail dans *La Croix* du 14 février. Selon lui, le bateau aurait pu être désamianté en France, « *tout d'abord parce que la France est l'un des pays qui a le plus d'expérience au monde en matière de désamiantage (...)* Ensuite parce que plusieurs entreprises spécialisées dans le domaine ont visité le Clemenceau et ont fait des offres de désamiantage complet ».

C'est tout. C'est trop bête. Et cela nous coûte très cher.

Colonel SPONZ

Le contre-exemple chilien

Au Chili pour les fonds de pension, les jeux sont faits, rien ne va plus... Une des premières réformes que devra entreprendre la nouvelle présidente sera celle-là.

Avant Margaret Thatcher à Londres et Donald Reagan à Washington, c'est à Santiago du Chili que les épigones de Milton Friedman allaient trouver à partir des années 1970 les conditions politiques idéales pour mettre en œuvre l'économie ultra-libérale. Quel aubaine que ce coup d'État du général Pinochet, après la mort du président Salvador Allende et l'écrasement dans le sang de toute opposition démocratique, le Chili allait pouvoir connaître une longue période de *stabilité* politique et sociale, à faire rêver plus d'un ici et ailleurs. Le pays allait devenir pour les admirateurs du génial Milton Friedman la référence de l'indiscutable supériorité de l'ultra-libéralisme. Et il est vrai que l'enrichissement des plus riches fut une réalité, que la croissance y est élevée (+ 6 % en 2005) et que l'inflation est maîtrisée. Cela grâce à l'économie qui fut presque totalement privatisée et où les réformes furent mise en place sans rencontrer d'opposition : ainsi les retraites financées intégralement par des fonds de pension depuis 1981.

Point intéressant, lorsque Pinochet dû céder la place, ses successeurs ne remirent pas en cause les orientations de sa politique économique, pas même les majorités de centre gauche construites autour du PS chilien. Pourtant le Chili est aussi cité par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) comme l'un des pays au

monde où les écarts de richesse sont maintenant les plus élevés (10 % des plus riches concentrent 47 % des revenus et 10 % des plus pauvres n'en recueillent que 1,2 %). Il est vrai aussi que le chômage touche 8,1 % des actifs en 2005 dont 20 % chez les jeunes.

Des élections présidentielles se sont déroulées en janvier 2006. La question d'une plus juste redistribution de la richesse fut au centre de la campagne. Michelle Bachelet, candidate du PS, est sortie largement vainqueur de la consultation. Les commentateurs précisent que la première des réformes de la future présidence sera celle des... fonds de pension. En effet, les Chiliens versent près de 10 % de leur salaire aux fonds de pension privés. Ces placements devaient doper la croissance et générer un retour sur investissement élevé leur permettant de toucher une retraite confortable. Mais 25 ans plus tard, le système montre ses limites : « *Un tiers des Chiliens ne sont pas salariés, donc cotisent à la marge et n'ont pas de couverture sociale* », constate Pilar Cruz, de la Chambre de commerce de Santiago. Près de 5 millions de Chiliens sont menacés de percevoir une retraite inférieure au seuil minimal. Oui, la mise en œuvre de l'ultra-libéralisme est bien un échec pour les classes populaires au Chili, l'exemple à ne pas suivre. Qu'en pense Madame Ségolène Royal ?

François TANNÉ

Étape à Strasbourg

Sous la pression des manifestants, le contenu de la fameuse directive a été sérieusement amendé par les députés de Strasbourg. Mais le texte va continuer de circuler dans la tuyauterie européenne.

On ne va pas refaire ici le débat de fond sur la directive Bolkestein mais simplement mettre en garde contre les illusions diffusées dans les médias à l'occasion du vote au Parlement européen.

Cette assemblée a discuté le texte sous la pression de la rue, indispensable pour obtenir le retrait ou l'aménagement de textes refusés par une majorité des citoyens, en France et aux Pays-Bas, comme l'ont prouvé les référendums dans ces deux pays, mais aussi en Allemagne, en Espagne, en Italie.

De fait, les manifestants du 11 et du 14 février ont remporté une nette victoire puisque le compromis signé par les représentants des partis socialiste et conservateur comportait le retrait du principe du *pays d'origine* qui permettait à un travailleur d'un État d'être employé dans un autre État aux conditions sociales de son pays natal.

Mais les discussions techniques sur la directive ont fait perdre de vue le jeu de la procédure entre les diverses institutions du traité de Nice - qui n'avait pas été modifiée dans le *traité constitutionnel* que nous avons rejeté.

Les médias ont présenté les débats et le vote du Parlement européen comme si l'Union européenne fonctionnait selon un parlementarisme classique. Tel n'est pas le cas. Nous ne

sommes pas dans un système où le Parlement vote les lois, selon un principe de séparation des pouvoirs et de relations clairement établies entre ceux-ci.

Il faut d'abord souligner que les directives européennes ne sont pas des lois, malgré ce qu'on lit trop souvent dans la presse. Le Parlement européen n'a donc pas, stricto sensu, compétence législative. Il participe seulement à un mécanisme de *co-décision* qui porte sur la moitié de l'activité normative communautaire.

La Commission n'est pas non plus un gouvernement, puisqu'il existe un Conseil des ministres de l'Union et un Conseil européen réunissant les chefs d'État et de gouvernement des 25 pays membres : cette commission est un organisme exécutif qui intervient dans le domaine législatif. Son président avait d'ailleurs déclaré qu'il accepterait le compromis parlementaire - ce qui montrait clairement qu'il pouvait passer outre. D'ailleurs, la Commission peut fort bien modifier le texte qui lui a été envoyé par les députés de Strasbourg : elle temporise, compose mais ni son président ni la plupart de ses membres n'ont compris que la contestation populaire porte sur l'ensemble des prescriptions ultra-libérales qu'ils veulent imposer.

Annette DELRANCK

Quel asiatisme ?

La visite de Bush en Inde peut marquer un tournant majeur sur l'échiquier asiatique, sinon dans l'équilibre global du monde : avènement d'un monde multipolaire, maintien de l'hégémonie américaine ou nouvel asiatisme ?

L'Inde fut longtemps à la tête du mouvement *neutraliste*, une sorte de troisième force entre capitalisme et communisme international. Avec la fin des Blocs, elle est entrée de plain-pied dans l'économie mondialisée et s'est rapprochée de Washington. Le président Bush devrait consolider le partenariat stratégique amorcé l'été dernier, en faisant entrer l'Inde dans le club atomique, tout en y confirmant sa position économique de premier investisseur.

L'intérêt américain est évident : jouer de l'Inde comme un contrepoids par rapport à la fois à la Chine et au monde musulman (Iran et, quoique aujourd'hui allié des États-Unis, Pakistan) ; assurer à bon marché le *software* de l'entreprise américaine. Washington pousse ainsi son avantage comme seul arbitre suprême mondial entre les rivalités des uns et des autres. Pour être efficace, cette politique est poursuivie avec tous les pays d'Asie. Il faut que les Américains soient partout. Ils l'étaient moins en Inde. L'arc d'équilibre est désormais complété.

Cette configuration ne recouvre pas l'idée d'un monde multipolaire dans le cadre du multilatéralisme où au contraire rien d'essentiel ne pourrait être décidé par les États-Unis seuls. Les Américains sont éloignés de toute conception héritée du Concert européen. Ce que Kissinger avait en vue sur le continent européen est simplement transposé à l'Asie : hors les

États-Unis, il n'y a dans le monde que des puissances régionales.

Les Asiatiques n'ont pas la même vision du système international : au-delà de l'unilatéralisme et du multilatéralisme, dont ils retirent tout ce qui est à leur avantage sans s'engager, ils développent leurs propres intérêts, lesquels sont à la fois régionaux et mondiaux. Régionalement, l'objectif tendrait plutôt à constituer une sphère asiatique, close, se suffisant à elle-même, indépendante, où les influences extérieures seraient utilisées au mieux lorsqu'elles sont utiles, mais progressivement rendues inutiles. La Chine pense évidemment qu'elle serait l'arbitre naturel de ce nouvel Empire du Milieu, mais d'autres formes de consensus sont possibles. Pour autant, l'Asie ne saurait être circonscrite à ses questions intérieures, dont il resterait à définir le champ : l'Asie centrale, le Moyen-Orient n'en font-ils pas partie, impliquant la Russie et les grands pays musulmans (l'Indonésie étant le plus peuplé, l'Inde le second) ? Par ailleurs, l'Asie dépend étroitement du reste du monde pour ses approvisionnements, ses marchés, ses placements financiers. Ni l'Afrique, ni l'Amérique latine ne lui sont étrangers. Elle est donc un acteur mondial de plein exercice et revendiquera toute sa place dans le concert multilatéral.

On se trouverait ainsi dans une situation où régionalement en Asie le reste du monde ne

jouerait plus que d'une influence résiduelle, tandis que l'Asie partagerait le gouvernement de la planète à jeu égal avec l'Europe et les États-Unis.

Les puissances asiatiques sont assez intelligentes pour ne pas recommencer les affrontements intestins dans lesquels s'est abîmée l'Europe. Il n'y a pas de raison que les schémas européens de l'âge classique s'appliquent uniformément à l'Asie, contrairement à ce qu'espèrent ou redoutent de nombreux analystes, surtout américains originaires de la *vieille Europe*. Il est illusoire de penser que l'Inde ou même le Japon, se laisseront instrumentaliser dans la perspective d'un risque de conflit majeur entre les États-Unis, fort de ses alliés asiatiques, et la Chine. Il est tout aussi illusoire d'imaginer que l'Inde veuille courir le risque d'une nouvelle guerre civile entre Hindous et Musulmans pour le bénéfice non plus de l'ancienne puissance coloniale mais des États-Unis.

Ce n'est qu'en épousant le prisme asiatique que l'on évitera de devenir totalement hors course en Asie, politiquement et économiquement. Il ne s'agit pas seulement d'un déplacement des centres d'Ouest vers l'Est, ni même d'une multiplicité de cercles concentriques, mais bien d'un décentrement général du monde. On regrettera que le président sans doute le plus férù d'*asiatisme* que la France ait jamais connu n'ait pas développé une vision intégrale *Eurasiatique* qui débordât les murs du Musée Guimet. Ses derniers voyages, en Inde et bientôt en Indonésie, viennent bien tard.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** - Il y a vingt-cinq ans, le 23 février 1981, le lieutenant-colonel de la garde civile Antonio Tejero investissait le Parlement espagnol, pistolet au poing, dans une tentative de coup d'État menée avec la complicité du général Jaime Milans del Bosch, qui avait fait prendre position à ses chars dans les rues de Valence. Dans les heures qui suivirent il avait fallu une intervention solennelle du roi Juan Carlos à la télévision, en grand uniforme, appelant l'armée à l'obéissance, pour rallier les militaires hésitants et faire échouer le putsch. Pour commémorer cet événement le Parlement espagnol avait décidé de publier une déclaration qu'il voulait unanime. C'était sans compter sur deux minuscules partis nationalistes Eusko Alkartasuna (EA) (basque - un seul député) et Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) (8 députés). Ceux-ci ont exigé que soit supprimée du texte la phrase qui disait « *c'est avant tout la déclaration du Roi aux Espagnols et aux forces armées qui a arrêté net le coup de force* ». Le Parti socialiste (PSOE) qui détient pourtant une large majorité (164 députés sur 350) s'est finalement incliné devant les ukases des séparatistes.

♦ **KOWEÏT** - Proclamé émir après le bref règne de son cousin cheikh Saad al-Abdallah, destitué par le Parlement en raison de son état de santé, le nouveau souverain, cheikh Sabah IV al-Ahmad al-Sabah a provoqué la surprise en désignant son propre frère cheikh Nawaf, âgé de 67 ans, comme prince héritier. Il rompt ainsi la tradition d'alternance entre les deux branches de la famille régnante les al-Jaber et les al-Salem, déjà mise à mal par la succession mouvementée de feu le cheikh Jaber III, décédé au mois de janvier. Le Parlement a approuvé à l'unanimité la désignation du nouveau prince héritier.

♦ **RUSSIE** - Saisi d'une demande de la Grande-duchesse Maria Vladimirovna, chef de la Maison des Romanov, le Parquet général a refusé de reconnaître le tsar Nicolas II et les membres de sa famille comme victimes de la répression politique. Comme arguments le Parquet avance : « *l'absence des décisions officielles, judiciaires et extrajudiciaires sur l'application, à l'égard des défunts, d'une répression politique* » et en conséquence « *ne permet pas de reconnaître ces personnes victimes de la répression politique et de décider de leur réhabilitation* ». Les descendants de Nicolas II ont décidé de porter l'affaire devant la Cour européenne des Droits de l'homme.

♦ **THAÏLANDE** - La première visite d'État d'un président français en Thaïlande a donné lieu à un accueil majestueux de Jacques Chirac et de son épouse par le roi Bhumibol Adulyadej et la reine Sirikit. Dans un entretien accordé au quotidien *The Nation* le président a déclaré : « *La Thaïlande est aujourd'hui un pays stable, une démocratie, et il est très important pour la France d'avoir une relation politique stable et chaleureuse avec un tel pays, qui est au cœur du développement de l'Asie* ». Il a également rappelé qu'il avait déjà rencontré le roi lors d'un voyage qu'il avait effectué comme maire de Paris et qu'il avait été très frappé par ses connaissances en matière agricole.

Lettre à l'insurgé

Architecte, militant très engagé dans le mouvement de 1968, ancien animateur de *Banlieues 89* pendant les septennats mitterrandiens, Roland Castro n'a pas renié ses convictions premières ni déserté le combat politique.

Après avoir milité au sein de grands partis de gauche, qui l'ont déçu, Roland Castro a déclaré sa candidature à l'élection présidentielle. Ce nouvel engagement n'attire pas seulement la sympathie : ce candidat a été le seul à publier un manifeste *pour une insurrection du sens* et les éléments d'un programme qui a fait l'objet, aux Mercredis de la NAR, d'un débat qui trouve ici son prolongement.

Cher Roland,

Te voici candidat. Comme je t'ai précédé dans cette démarche politique, je veux te dire ma sympathie. Ta quête des signatures d'élus sera plus difficile que la mienne car depuis les années soixante-dix la classe dirigeante a multiplié les obstacles administratifs aux candidats imprévisibles et incontrôlables qui sont, de surcroît, frappés d'interdit par les partis et victimes de la présélection arbitraire effectuée par les médias. Il est logique que Ségolène Royal, qui n'a rien à dire, soit promue. Il est non moins logique que tu sois exclu puisque tu témoignes pour le *sens*.

Or quoi que l'on pense de ta personne, de tes aventures militantes et de tes idées, les conditions dans lesquelles tu

t'engages, sans soutiens financiers ni partisans, confirme une triste vérité : la démocratie est de plus en plus étouffée par le poids de l'oligarchie. Voilà pourquoi ta candidature, en tant que telle, mérite respect et encouragements.

Cela dit, mon rôle n'est pas de distribuer les médailles du mérite. Ta candidature m'intéresse et devrait intéresser le peuple français : elle constitue une véritable provocation parce qu'elle incite tous et chacun à prendre la parole.

Les occasions sont rares. Je saisis celle que tu nous présentes. Mais ce n'est pas pour te faire toujours des compliments ni célébrer nos affinités intellectuelles.

Commençons par ce dernier point. Toi gauchiste. Moi royaliste. Pour n'importe

quelle dinde ou dindon médiatique, tout nous sépare. C'est bien sûr plus compliqué et plus passionnant.

Tu désignes les trois sources de ton engagement politique - communiste, libertaire, gaullienne.

Karl Marx ? Pour nous, c'est non, décidément non, même si notre classe dirigeante est aujourd'hui conforme à la caricature qu'en donnaient les pires romans stalinien. Comme Marcel Gauchet nous l'expliquait, nous sommes aujourd'hui plongés dans l'économisme marxiste et nos irresponsables dirigeants sont en train d'organiser le dépérissement de l'État. Mais nous comprenons la manière dont tu t'inscris dans la tradition communiste telle qu'elle subsiste dans le peuple français : le commu-

nisme comme ferveur patriotique transcendée par la Résistance - par l'amour de la Liberté - et comme exigence radicale de justice sociale. Je me souviens du comte de Paris accueillant Roger Pannequin, Résistant et communiste exemplaire, et de leur conversation immédiatement amicale...

La tradition libertaire ? Encore non, malgré un vieux sentiment personnel pour le syndicalisme d'action directe. Mais nous avons vu, dans l'Albanie de 1997, après l'effondrement des pyramides de crédit, ce qui se passe quand l'État disparaît complètement : ce n'était pas « à chacun selon ses besoins », mais à chacun selon sa Kalachnikov et la guerre de tous contre tous avec prime aux mafias.

Tu dis que l'esprit libertaire vaut par sa critique de la bureaucratie. Mais il suffit qu'on ait la volonté d'appliquer l'article 15 de la Déclaration de 1789 : « *La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration* ». Ce qui me fait penser à une formule de Sieyès : comme lui, nous voulons un roi pour nous épargner la soumission à un Maître.

La tradition gaullienne ? Nous ne sommes peut-être pas d'accord sur toutes les leçons à tirer des pensées et des actes du Général mais je pense

comme toi qu'il faut militer sur le mode gaullien : tu dis très bien que ce sont les paroles justes du chef d'une infime minorité qui sont devenues le projet commun inscrit dans le programme de la Résistance. Oui, l'insurrection parisienne est une utopie en 1943, qui se concrétise en 1944. Cela nous donne d'autant plus de cœur au ventre que nous n'avons pas à combattre une armée d'occupation et de terreur mais une poignée d'oligarques tenaillés par la peur. Souvenons-nous que les deux seules révolutions réussies (1944-1946 et 1958-1962) ont été gaulliennes. Comme de Gaulle était monarchiste, espérant la royauté, et comme tu es gaulliste à ta manière, nous pouvons bien nous comprendre et combattre ensemble.

J'en viens à nos désaccords qui portent principalement sur la monarchie - c'est-à-dire sur les institutions de la République - et non sur le royalisme qui implique fidélité à un principe dynastique incarné. Je ne te demande pas une profession de foi royaliste, mais seulement d'être cohérent avec toi-même.

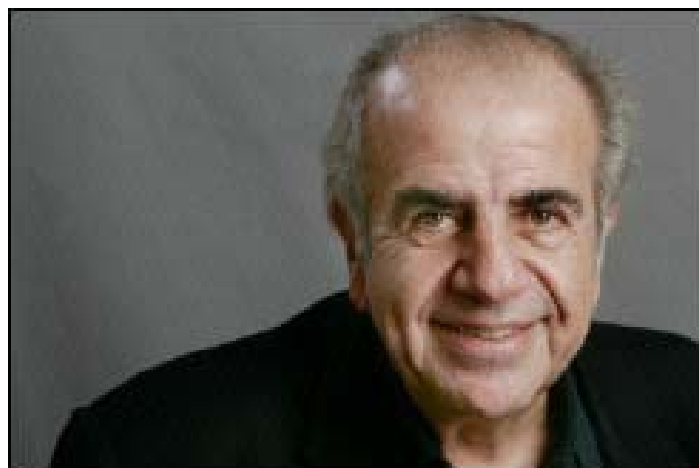
La soixante-seizième de tes « 89 propositions pour restaurer le lien social » dit qu'il faut « en finir avec la monarchie républicaine ». Gaulliste déclaré, te voilà en contradiction totale avec la tradition gaullienne !

Pourquoi ? Parce que la souveraineté populaire adopte en 1958 une Constitution qui s'affirme en 1962 (décision sur l'élection du président au suffrage universel) comme une monarchie élective, républicaine puisque le souci de l'intérêt général est prédominant. La plupart des juristes admettent cette définition, qui correspond bien à la doctrine exprimée par le général de Gaulle.

Cette monarchie républicaine est indispensable à notre système de dissuasion nucléaire, dont tu souhaites avec raison le maintien. Et la priorité donnée à l'intérêt général, juridiquement garan-

tie par les fonctions du chef de l'État, sont nécessaires aux services publics qu'il nous faut rétablir ou créer. Les actions internationales que tu souhaites sont également impensables sans les institutions de la V^e République qu'il nous faudra restaurer et rénover selon la logique capétienne qui les inspire.

Très vite, je te signale mon désaccord sur la suppression du devoir de réserve des fonctionnaires (la prudence est une vertu politique éminente, il existe des secrets d'État qui sont protégés dans l'intérêt public) et, surtout, sur la suppression de l'ENA. L'État républicain-monarchique a besoin d'une élite de grands commis préparés à obéir aux injonctions du pouvoir politique : le problème n'est pas l'ENA mais la prise du pouvoir par des énarques formés au service de ceux qui décident, ce qui explique que



les actuels *décideurs* se contentent de faire carrière sans rien décider. Cela n'empêche pas de réformer l'ENA dans le sens d'une démocratisation de ses voies d'accès.

J'aurais encore bien des observations critiques à t'adresser (*Droit d'ingérence*, de qui et pourquoi ? *Illégalité de la famine*, c'est trop facile à proclamer) mais j'ai hâte d'énumérer nos points de convergence :

Tu proposes de **créer de nouveaux services publics** (de l'eau, de la recherche médicale, du bâtiment et de la ville) ; ce sont là de bonnes

idées mais nous pensons quant à nous qu'il faut débattre d'un nouveau programme de nationalisations ou de renationalisations des secteurs et des entreprises stratégiques (crédit, énergie, télécommunications, grands systèmes de transports publics...) ; ce programme est indispensable au plan de croissance à court terme et de développement à moyen terme que l'État aura à mettre en œuvre.

À propos de plan, nous proposons de reprendre l'idée d'une planification démocratique associant confédérations syndicales et organisations professionnelles à l'élaboration du projet économique national.

Autre bonne idée : le « **plan keynésien de grands travaux en Europe** », avec « **lancement d'un grand emprunt** ». Il faudra le faire, mais cela suppose une révolution

des structures politiques, financières et monétaires de l'Union européenne. Ce n'est pas impossible, car il existe, en dehors d'une extrême gauche qui ne peut rien comprendre à cause de sa haine de l'État et des nations, des forces révolutionnaires - en Allemagne, en Italie par exemple.

Dans l'ordre institutionnel, la réforme du Sénat nous paraît comme à toi nécessaire et il me semble que nous pourrions nous rejoindre sur ce point car nous avons proposé il y a quelques années que la seconde assemblée soit élue à la proportionnelle afin

que toutes les familles politiques de la nation soient représentées et puissent participer à l'activité législative. Il faudra interdire au Premier ministre de se présenter à l'élection présidentielle qui suit sa prise de fonction, afin qu'il puisse se consacrer pleinement à sa tâche.

Ce sont là de vastes projets mais tu exiges aussi des mesures de justice qu'il serait facile de prendre immédiatement. Par exemple la « *fin du double mépris dont sont victimes les harkis* », la « *réparation de la discrimination dont sont victimes les anciens combattants des ex-colonies : pension égale et attribution de la nationalité française* » ou encore l'augmentation massive du Smic.

Mes amis me reprocheront peut-être de n'avoir pas suffisamment pointé ce qu'il y a de simplement *proclamatoire* dans ton programme (*Lutte mondiale pour la laïcité, désarmer les fanatismes : c'est bien mais on fait comment ?*) ni souligné les violentes polémiques qui surgiraient au sein d'une commission chargée d'« *informer du caractère délictueux du contenu esclavagiste, sexiste, raciste, antisémite, homophobe de certains textes des religions du livre* ».

Tu me diras que tu attendais mes réactions sur ton idée de déclaration universelle des devoirs de l'homme (vieux débat...) et sur ta proposition de service civil obligatoire pour les garçons et les filles. Cela mérite effectivement réflexion et débats approfondis, entre nous autres royalistes et avec toi.

Je n'ai pas besoin de t'y convier, cher Roland. Tradition d'hospitalité : tu es ici chez toi.

Bertrand RENOUVIN

On trouvera le programme de Roland Castro et ses 89 propositions pour restaurer le lien social sur le site <http://www.utopiesconcretes.org>

Avec François Perroux

Volontairement ignorée par les tenants de l'idéologie dominante, l'œuvre de François Perroux (1903-1987) continue d'inspirer les chercheurs et les praticiens qui ne désespèrent pas d'une économie humanisée.

Nous le vérifions chaque jour : ceux qui invoquent l'unique pensée de l'économie ignorent l'authentique pensée libérale telle que l'énonce Maurice Allais, prix Nobel d'économie.

Il n'est donc pas étonnant que François Perroux, son contemporain qui méritait aussi le Nobel, fasse l'objet d'un rejet méthodique et silencieux. C'est que son œuvre s'est édifiée selon le projet d'une humanisation croissante du monde et que ses travaux contredisent et refusent le modèle néo-classique et spécialement la théorie de l'équilibre formulée par Léon Walras et Wilfrido Pareto.

Ce silence médiatique n'atténue pas la fécondité d'une œuvre à laquelle sont restés fidèles maints économistes et qui inspire de jeunes disciples. Mais si François Perroux continue de faire école, ce n'est pas au sens de la répétition d'un enseignement dogmatique. L'éminent professeur se contentait d'affirmer, mathématiques à l'appui, son *intention scientifique* et ses ouvrages inspirent des néo-marxistes, des socialistes authentiques, des théoriciens du développement et des spécialistes de la microéconomie...

L'ouvrage publié à la suite du colloque de Lyon (1) souligne l'influence profonde et multiforme qu'exerce aujourd'hui le théoricien de *l'économie généralisée*. Nous retiendrons ici les contributions qui peuvent éclairer le débat politique :

Celle de Maurice Niveau (*De l'Europe sans rivages à l'Eu-*

rope sans frontières) qui évoque l'espérance, formulée dès 1950, d'une unification de l'Allemagne, d'un rapprochement avec la Russie et d'un « *démantèlement de la grande muraille* » qui permettrait la formation d'une « *Union souple de type confédéral* ».

Celle de Marie-Christine Leroy consacrée à la monnaie et à l'analyse monétaire dans l'œuvre de François Perroux, pour qui la monnaie est, entre autres fonctions, un *instrument de commerce* et une *arme de pouvoir* - dont la gouvernance ultra-libérale s'est débarrassée.

Celle de François Denoël, sur « *L'économie de la ressource humaine : lectures croisées de François Perroux et de Samuel Piser* » qui devrait permettre de relancer la réflexion sur un concept perverti et dévalué en gestion d'une ressource humaine considérée en termes de stocks, de flux et de déchets. Au contraire, le développement perrouxien de la Ressource humaine doit être fondé sur « *la mise en question de l'économie exclusivement fondée sur la solvabilité et la rentabilité* ». Vaste programme, social et politique.

Jacques BLANGY

📖 (1) « *François Perroux, le Centenaire d'un grand économiste* », Economica, 2005, prix franco : 21 €.

Rappel : La revue *Cité* a consacré un numéro à François Perroux (numéro 40 toujours disponible - prix 7 €) et nous avons d'autre part rassemblé dans une petite brochure les textes des trois entretiens qu'il avait accordé à *Royaliste* ainsi que les articles que nous avons publiés à son sujet (prix franco : 2,50 €).

Hommage à Pierre Laroque

La belle figure de Pierre Laroque reste dans la mémoire nationale mais la plupart des dirigeants français ont oublié celui qui a posé les principes de ce qu'ils appellent aujourd'hui avec mépris l'État providence.

Jeune auditeur au Conseil d'État, Pierre Laroque avait participé à la mise en place des assurances sociales au début des années trente. Engagé dans les Forces françaises libres, il participa au débarquement de Normandie. À la Libération, il devint le premier directeur général de la Sécurité sociale, chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les ordonnances qui furent publiées en 1945 et 1946 ; il revint au Conseil d'État en 1951 où il termina sa carrière comme président de la Section sociale.

À l'Institut d'Études politiques de Paris, les cours que Pierre Laroque donna de 1946 à 1970 sur *Les grands problèmes sociaux contemporains* faisaient partie du bagage indispensable à l'obtention du diplôme et pour l'entrée à l'ENA. C'est dire que la classe dirigeante - à commencer par Jacques Chirac - a été littéralement éduquée en matière sociale par Pierre Laroque et que la plupart de ses membres ont trahi leur excellent maître, décédé en 1997.

Pour leur défense, les oligarques invoqueront les *contraintes de la mondialisation* et les *nécessités de la dérégulation économique* en Europe. Or Pierre Laroque leur avait enseigné une première vérité toujours éminente : le social s'oppose à l'économie car il est le point de vue de l'homme pris comme tel, dans

son bien-être et dans son développement.

Le père de la sécurité sociale n'imaginait pas que ce souci de l'homme ne puisse pas prévaloir, même dans la France de 1945, à tous égards terriblement éprouvée par la guerre. Trente ans plus tard, il soulignait avec une fierté justifiée la formidable réussite du plan de protection sociale et cachait d'autant moins ses failles qu'elles représentaient à ses yeux des incitations au progrès.

Pierre Laroque ne faisait pas pour autant fi de l'économie : au contraire, il démontrait que le développement du droit social offrait des garanties permettant de travailler dans de bonnes conditions matérielles et psychiques - donc plus efficacement. Il affirmait aussi, avec raison, que les cotisations sociales ne représentaient pas une *charge* mais un salaire différé qui permettait de soutenir la demande globale, donc l'activité économique.

La réflexion de Pierre Laroque éclaire le Préambule de 1946, dont nous célébrons le cinquantième anniversaire. Nous saurons nous en souvenir et la prolonger à l'heure de la reconquête.

Maria DA SILVA

(1) Comité d'histoire de la Sécurité sociale - « *Recueil d'écrits de Pierre Laroque* », Ass. pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 2005, prix franco : 17 €.

Au-delà de la Réaction

Disons-le d'emblée : tous ceux qui s'intéressent, d'une façon ou d'une autre, à la philosophie politique doivent se précipiter sur le livre de François Huguenin *Le Conservatisme impossible* (1). Ils referont un parcours de l'histoire des théoriciens de la chose publique depuis la Révolution. Un parcours presque exclusivement français, même s'il s'éclaire de l'apport d'étrangers capitaux comme Burke, Arendt, Strauss ou Ferrero. Avec surtout une puissance d'analyse et de confrontation souvent décisive pour démêler les questions les plus difficiles à partir des écheveaux emmêlés des controverses rarement directes entre les auteurs et leurs écoles. Ajoutons que François Huguenin est amplement engagé dans une recherche, donc partisan si l'on veut, mais d'une façon ouverte, questionnante. Polémiste, il l'est parfois, mais alors contre son propre camp, du moins celui dont il vient depuis sa prime jeunesse et dont il a, douloureusement, mesuré les impasses et les échecs qu'il relie aux apories originelles d'un système clos parce qu'autoréférentiel.

Ainsi, adversaires et même observateurs plus distancés devraient entrer dans le développement de sa critique, car elle les enrichira tous, en les rendant participants d'un débat contradictoire qui n'est pas sans liens vivants avec l'histoire concrète. Au demeurant c'est bien la Révolution qui se trouve au départ de toutes les élaborations théoriques qui ont transformé les bases antérieures de la philosophie des Lumières. C'est aussi le drame de la Seconde Guerre mondiale avec l'impasse de Vichy où s'est absurdement enfermée l'Action française, qui a déterminé cette réflexion en l'obligeant à mettre en cause l'antisémitisme maurrassien et l'enchaînement pervers d'une attitude qui, selon la juste observation de Raymond Aron, finit par privilégier ses haines par rapport à ses amours. Ainsi s'aligne-t-on, par mimétisme, sur l'adversaire premier dont on adopte la pratique de proscription.

J'insiste sur ce point, car il est thématique par un héritier non-vindictif, honnête d'abord avec lui-même. Pierre Boutang qui est sans doute la référence la plus importante de l'essai, parce qu'il a surmonté les apories du maurrassisme et du courant réactionnaire, sans en récuser la filiation, n'a jamais voulu ouvrir – par référence filiale – le dossier infiniment douloureux de la guerre. Je suis témoin qu'il en a été tenté, ayant lu sous sa plume la première mouture – délaissée pour une plus anodine – d'un texte sur l'antisémitisme de Maurras. François Huguenin, fortement troublé par un tel legs, n'a pu que l'affronter, avec une certaine passion dont les effets ont d'ailleurs débordé le cas de l'Action française pour atteindre le républicanisme dans sa vertu. Un silence pudique a entouré son précédent ouvrage écrit avec Pierre-Jean Deschodt sur *La République xénophobe* (2). Horresco referens, la politique discriminatoire de Vichy trouve ses antécédents directs non pas dans

les phobies maurrassiennes mais dans les pratiques de la III^e République radicale-socialiste, avec déjà le pauvre René Bousquet comme premier agent du fichage des *étrangers*.

Mais l'intérêt premier de l'essai est d'ordre philosophique. S'il éclaire l'histoire, c'est pour en décrire les enjeux avec leurs présupposés anthropologiques et doctrinaux en lien serré avec la logique des événements. François Furet, évidemment sollicité, était proche de ce souci qui privilégie le développement des idées politiques avec leurs effets directs. Si ce dernier avait redécouvert Augustin Cochin, que rien ne disposait a priori à côtoyer, c'était pour cette intime connexion théorico-pratique. La Révolution n'est pas seulement menée par des idées et des idéaux, elle est entraînée par des idéologues dont l'organisation fait système et entraîne ses acteurs vers le gouvernement révolutionnaire et la Terreur. La vérité terrible – éludée par la théorie dite des circonstances – est saisie enfin par des non-réactionnaires qui comprennent avec Jacob L. Talmon *les origines de la démocratie totalitaire*.

par Gérard Leclerc



Le dix-neuvième siècle intellectuel, qui n'a pas encore l'expérience de l'horreur totalitaire du siècle suivant, n'en est pas moins obnubilé par l'énigme de la Terreur révolutionnaire. Chateaubriand, le tout premier – dont François Huguenin ne reconnaît pas le génie politique – c'est une de ses rares réserves. Les grands réactionnaires, Maistre et Bonald, ont saisi la nature *satanique* de l'événement, non sans dommage pour leur distance critique. D'où un aveuglement en rapport avec leur alignement mimétique à l'égard de ce qu'ils refusent de toute leur âme. Ce n'est pas parce que la Révolution a dévoyé la raison, la liberté et le peuple qu'il fallait s'enfermer dans un refus buté (et parfois hystérique) de la positivité de ces notions. Même si ces écrivains ne sont pas sans génie, leur position unilatéralement réactive (au sens de Nietzsche) a joué pour un enfermement sans remède d'une réaction devenue anhistorique.

À l'inverse, les grands libéraux comme Constant, Guizot, Tocqueville ont compris qu'il fallait purger la Révolution de sa dérive totalitaire sans renoncer à ce qu'un juste discernement politique doit recueillir de l'aspiration à l'égalité, à la citoyenneté populaire et au gouvernement représentatif. Le retour pur et simple à la société ante-révolutionnaire leur est impensable. Mais ils peinent, en même temps, à définir une philosophie politique qui ferait la part à une pensée du bien commun, de la légitimité, de l'autorité et du consentement à l'encontre des dérives de l'anomie démocratique et d'un abandon à l'arbitraire nihiliste. La lucidité d'un Tocqueville, sur ces points, a quelque chose de fataliste, par crainte, sans doute d'un repli sur le fixisme réactionnaire. François Huguenin ne se résout pas à laisser la pensée politique en suspens entre la rigidité inopérante des uns et l'ouverture impuissante des autres. Le recours à la grande tradition venue des Grecs et remise en valeur par un Leo Strauss lui vient en aide pour surmonter l'échec dix-neuviémiste. Il montre enfin le caractère novateur de la pensée de Pierre Boutang, initiateur d'une dialectique de la légitimité qui permet un juste rapport entre autorité et consentement. Ainsi fait-il bouger les lignes en imposant à tous les partenaires une nouvelle règle du jeu.

❏ (1) François Huguenin - « *Le Conservatisme impossible – Libéraux et Réactionnaires en France depuis 1789* », La Table Ronde, prix franco : 21,50 €.

❏ (2) Pierre-Jean Deschodt & François Huguenin - « *La République xénophobe* », Lattès, 2001, prix franco : 21 €

Reine de la République ?

Canal + a refusé à John Paul Lepers, journaliste au *Vrai Journal* (1996-2002), un reportage réalisé fin 2004 sur Bernadette Chirac. Le sous-titre du livre qu'il en a tiré ⁽¹⁾, *Impossible conversation*, dit assez combien sa tentative pour cerner la personnalité de la première dame de France, et même pour obtenir un entretien, a échoué.

Lui et son enquêteur Thomas Bauder n'ont pourtant pas ménagé leur peine, traquant leur proie dans ses activités caritatives et sillonnant les routes corréziennes pour que des témoignages leur forgent une idée - légèrement préconçue, déjà, chez eux - de l'engagement citoyen de la châtelaine de Bity, conseillère municipale de Sarrau, conseillère générale du canton de Corrèze, alias Bernie, ici *Madame*. Or la rareté des rencontres spontanées, les dérobades, la réserve prudente ou narquoise cultivée par la plupart et, sans nul doute, le ton passionnel, outrancier, des griefs avancés par les opposants, ont fini par désarmer l'investigateur. Insidieusement troublé, le jeune homme John Paul a clos son enquête comme écrasé par l'aura de fonction, la puissance maternelle, et l'arrogance de classe de son sujet.

Chronique d'un ratage journalistique. Ce qui n'empêche pas l'ouvrage de

circuler en douce en Limousin, émoustillant la curiosité sur les voisins que Lepers fait parler à visage et nom découverts. Voisins de Bity et familiers du couple présidentiel, ils décrivent prudemment quoique d'un œil acéré la dame des beaux quartiers s'initiant à la convivialité électorale rustique génialement pratiquée par son époux ; s'ils lui portent de l'affection, elle paraît froidement proportionnelle à l'influence dont elle joue au profit d'une commune dont le conseil municipal, sans elle, disent-ils, siégerait inutilement... À l'inverse, le noyau qui se proclame *résistant*, soit militants de gauche indignés des molleses *hollandistes* du PS départemental, soit plus isolément, d'anciens partisans parfois très proches de Chirac, résolus à *cracher le morceau* sur les faits dénoncés par eux comme des scandales.

Malgré cela, le bilan final de Lepers est mince : à peine effleure-t-il le sujet en centrant sur les œuvres de charité trop médiatiques, puis sur un *clientélisme* provincial décrié comme monarchique alors que c'est le pur produit républicain du radical-socialisme d'Henri Queuille. En revanche, quand la veuve du Dr Benassy, à qui la Présidente succède au Conseil général, confirme que sa fille et son gendre, Jean-Claude Laumond, chauffeur de

Madame, ont été littéralement bannis par elle et persécutés pour avoir risqué de lui faire de l'ombre, quelques traits apparaissent de la rapacité insoupçonnée du personnage.

On attend cependant qu'un Lepers plus mûr et mieux formé sorte les vrais dossiers politiques de cette conseillère féodale. Par exemple - car ils sont légion et impliquent le Département comme la Gauche tacitement complice - le scandale de la ZAC de la Montane, dont les 74 ha aménagés n'ont servi en trois ans qu'au concert de Johnny Hallday en attendant de recevoir... un entrepôt classé Seveso. Celui de l'autoroute A 89 aux aires et aux détours soigneusement ajustés aux desiderata de grands électeurs, qui ont vidé la caisse et laissé la liaison à l'A 20 en suspens. Celui du fameux *Musée du Président*, ce gouffre à finances (qu'on vient de doubler de surface sous prétexte que sa fréquentation a chuté de 67 à 35 000 entrées !), tandis que la nouvelle Directrice régionale des Affaires culturelles (2) (DRAC Limousin), n'a pas eu l'honneur de prendre ses fonctions pour n'avoir pas classé l'institution en tête de ses priorités...

On attend qu'un polémiste règle ses comptes à cette conseillère générale de la Corrèze, qui passe par-dessus la tête des conseils généraux

et régionaux de trois régions pour casser leur projet en décrétant elle-même le détour du TGV par Poitiers... On attend qu'un chroniqueur serein dresse le martyrologe des préfets et chefs de service départementaux congédiés pour défaut de diligence, l'inventaire des avanies subies par celui qui devait abandonner toutes affaires cessantes celle de l'État et plaquer les réunions qu'il présidait pour vaquer à l'ardente obligation de remplir les gradins de Johnny. On attend qu'un humoriste narre comment, avant ce cosmique événement, la Route nationale 89 Bordeaux-Lyon fut barré à la circulation huit jours durant et sur 18 km quadrillée par une armée de 1000 hommes, gardes mobiles, gendarmes et CRS, en garde contre douze intermittents...

On attend plus gravement qu'un observateur politique consigne les témoignages directs relatant, par exemple, la confidence de *Madame* pendant la première campagne de son mari en Haute-Corrèze : à ses parents inquiets qu'elle épouse Jacques, elle aurait répondu : « *Ne vous inquiétez pas, on en fera quelque chose !* ». Et puis, voilà trois semaines, dînant avec des collègues conseillers, cette réponse hautaine à qui demandait si Chirac compte se représenter à la Présidence en 2007 : « *Il fera ce que je lui dirai.* »

Après tout, s'il est avéré que la France lui doit la présence de Douste-Blazy (3) au Quai d'Orsay, pourquoi ne devrait-elle pas aussi à *Madame* la reconduction d'un état de fait où le vide gouverne la doctrine et le vent l'action ?

Jean ROUFFIAT

(1) John Paul Lepers avec Thomas Bauder - « *Madame, Impossible conversation* », 300 p., Ed. Privé, 2006, prix franco : 19 €.

(2) Ex-sous-préfet de Verdun, Sophie Coutor ayant réintégré le ministère de l'Intérieur, s'est vu refuser par l'Élysée sa nomination à Cognac...

(3) Surnommé par les gens du Quai : « *le nouveau Condorcet* ».

**Royaliste
vous plaît ?**

**Alors ne soyez pas
égoïstes, faites le
connaître autour de
vous...**

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 8 mars** - Docteur en Lettres et en sociologie du développement, **Alain LABROUSSE** est le fondateur et le directeur de l'Observatoire géopolitique des drogues. Auteur de nombreux livres tirés de ses enquêtes en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest, il a récemment publié un ouvrage sur la culture et le trafic de drogues en Afghanistan, premier producteur mondial d'opiacés. Ce fait conduit à poser des questions cruciales sur « **L'opium, la guerre et la paix** ». Quel fut le rôle des diverses forces politiques et militaires dans le développement de la production de drogue ? L'Afghanistan est-il en passe de devenir le premier « narco-État » mondial ? Quel est le rôle des puissances occidentales – des Américains notamment ? Le nouvel État afghan a-t-il les moyens de mener des campagnes efficaces contre la culture du pavot ? Quelle est la part de la production et du commerce de l'opium dans l'économie afghane ?

● **Mercredi 15 mars** - Ancien ministre, journaliste,

romancier, Max Gallo est historien de formation et par passion. Pendant la campagne présidentielle de 2002, il fut président du Pôle républicain que la Nouvelle Action royaliste avait rejoint.

Au fil de ses nombreuses publications, **Max GALLO** est devenu le romancier-vrai de l'histoire nationale, celui qui sait, mieux que quiconque, raconter les grandes heures et les malheurs de la patrie à un très vaste public.

Dans un essai récemment publié, notre invité se déclare « fier d'être Français ». L'affirmation paraît provocatrice, en une époque de dénigrement de notre aventure collective et de repentance généralisée. Mais aujourd'hui « **Comment peut-on être patriote** » sans s'enfermer dans le nationalisme ou dans l'apologie naïve des grandeurs d'une nation dont on dit qu'elle est dépassée ? Les réponses de notre invité, qui ne sont pas toujours les nôtres, méritent un débat approfondi.

● **Mercredi 22 mars** - Professeur d'économie, Jacques Sapir est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Auteur de très nombreux ouvrages sur l'Union soviétique, sur la Russie, sur les théories économiques, **Jacques SAPIR** vient de publier un essai politique qui procède de son combat contre le « traité constitutionnel » et de la victoire du « Non » le 29 mai.

Cet essai annonce la fin de cet euro-libéralisme dont notre invité avait souligné les impasses théoriques et les conséquences désastreuses dans ses ouvrages magistraux. Le rejet de l'idéologie dominante et de l'oligarchie par une large ma-

jorité de Français étant un fait acquis, il s'agit maintenant d'élaborer la « **Stratégie pour une renaissance** ». Jacques Sapir apporte plus que des pistes : des éléments de programme économique et monétaire pour la France et pour l'Europe. Nous en discuterons avec lui, estimant comme lui qu'il est temps d'être radical.

● **Mercredi 29 mars** - Jeune historien, **François HUGUENIN** s'est fait connaître par l'ouvrage qu'il avait consacré à *L'École de l'Action française*, qu'il nous avait présenté. Il revient parmi nous avec un nouveau livre, cette fois consacré au « **Conservatisme impossible** ». Il s'agit d'une histoire de la droite française qui, selon François Huguenin, se constitue après la Révolution française autour de deux écoles – l'une libérale avec Guizot, Tocqueville puis Aron, l'autre réactionnaire avec Maistre, Bonald et Maurras. Ces deux tendances se sont combattues, dans l'ignorance ou la méconnaissance qu'elles avaient l'une de l'autre. D'où l'impossibilité de constituer en France un grand parti conservateur, et l'échec de la droite au XX^e siècle.

La thèse de François Huguenin mérite d'être examinée de près et mise en débat selon la perspective de l'histoire politique et des enjeux idéologiques.

● **Mercredi 5 avril** - Anthropologue, sociologue, écrivain, **Georges BALANDIER** a donné maints entretiens à *Royaliste* et vient régulièrement nous présenter ses ouvrages, indispensables à la compréhension des sociétés de la tradition et de la modernité.

Notre invité a récemment consacré un livre à ce « Grand dérangement » que constitue la rupture que nous sommes en train de vivre : le passé s'est défait et les transformations présentes restent sans aboutissement prévisible. D'où la nécessité d'étudier avec précision les différents domaines et les différents aspects des bouleversements en cours.

C'est selon ce souci général que Georges Balandier nous présentera la nouvelle édition d'un de ses classiques : « *Le pouvoir sur scène* » et commentera plus particulièrement le chapitre qu'il consacre à « **la question politique à l'épreuve de la sur-modernité** ».

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 1^{er} et 2 avril 2006. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 1^{er} avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, « *La politique des transports en Europe* » et, d'autre part, « *La réforme du système monétaire* ».

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Dangers publics

Dominique de Villepin n'a pas gagné la bataille sociale, qu'il mène avec une fraction du patronat contre les salariés. Mais il a définitivement perdu la possibilité de devenir un recours pour la nation : l'homme capable de rassembler, au nom du « gaullisme social », les forces hostiles à l'ultra-libéralisme qui sont majoritaires dans notre pays.

Faute d'avoir su se dépasser pour prendre une dimension historique, le Premier ministre est renvoyé à lui-même – peu de choses à vrai dire. Socialement, c'est un membre de l'élite privilégiée, qui s'est donné la peine de naître et qui a brillé à la cour. Politiquement, ce n'est que le rival de Nicolas Sarkozy, sans la formidable énergie et les remarquables capacités mobilisatrices d'un homme qui s'est forgé sur le terrain électoral.

Dans l'exercice de sa fonction, le Premier ministre est en échec sur tous les fronts et sauve les apparences par la fuite en avant. Il faut rappeler brièvement les faits que les grands médias commentent avec parcimonie : faible taux de croissance générale, croissance industrielle nulle, déficit commercial colossal, consommation faible ou dangereusement stimulée par le crédit...

Privé de l'instrument monétaire, paralysé par le dogme de la rigueur budgétaire, hostile, par position de classe, à l'inflation salariale, Dominique de Villepin parie sur la baisse statistique du chômage. Le gain électoral qu'il en escompte est en train d'être payé par les salariés, actuellement sous la forme d'un « contrat première embauche » qui est à tous égards

moins protecteur que le contrat à durée déterminée (1). Si nous ne faisons pas obstacle par les manifestations de masse à ce dispositif de précarité aggravée, la gouvernance continuera à détruire le Code du travail par étapes déjà programmées.

Bien entendu, la démission de Dominique de Villepin n'aurait pas plus d'importance que les départs successifs de MM. Balladur, Juppé, Jospin et Raffarin : simple changement de colo-



ration sur le nuancier de l'oligarchie. Parmi leurs nombreux points communs, tous ces personnages ont fait preuve de leur formidable capacité d'inertie face à des questions sociales de première importance.

Les rapports et les livres s'accumulent sur le délabrement des prisons et sur les conditions scandaleuses dans lesquelles vivent les détenus mais on continuera de multiplier les effets d'annonce sans rien entreprendre de décisif.

La crise des banlieues et l'explosion spectaculaire de novembre dernier ont fait l'objet d'innombrables discours assortis de promesses mais, à Clichy-sous-Bois comme dans d'autres com-

munes qui avaient besoin d'aides urgentes, les ministères concernés ne cessent de repousser la mise en vigueur des mesures annoncées.

Il a fallu attendre que La Réunion déplore 77 morts et 157 000 malades pour que le Premier ministre se rende sur l'île, reconnaisse le laxisme en matière de démoustication et l'insigne faiblesse des réactions face à l'épidémie de chikungunya – au mépris des avertissements lancés par Madame Hoarau, sénateur communiste, dès le 10 novembre.

Meurtrière, la passivité des oligarques est suicidaire pour eux-mêmes. Dans l'ordre social, ils ne veulent rien faire alors qu'ils vivent dans la peur d'un mouvement révolutionnaire. Pourtant, ils n'ont tiré aucune conclusion des réactions de rejet qui les ont frappés en 2002 et en 2005. Pire : ils continuent de détruire les structures sociales et industrielles de notre pays et laissent se déliter l'administration centrale sans laquelle la société française, l'économie nationale et les relations internationales de la France ne peuvent pas exister.

Dans l'attente de quelque miracle, la gouvernance ultra-libérale croit pouvoir gagner quelques mois ou quelques années par ses opérations de communication, ses chantages (l'extrême précarité ou le chômage), l'intimidation et la répression. Elle devrait comprendre que tout sursis qu'elle obtient augmente la charge explosive – pas seulement dans les banlieues mais dans l'ensemble de la société.

Qu'ils se nomment Jospin ou Fabius, Sarkozy ou Villepin, tous sont à dénoncer pour ce qu'ils sont : des dangers publics.

Bertrand RENOUVIN

(1) Gérard Filoche mène une campagne remarquablement argumentée contre les nouveaux contrats de travail sur le site : www.democratie-socialisme.org